

### Les subsides

baisse du cours mondial du grain. Il n'échappe à personne que depuis deux ou trois ans nous avons assisté à une guerre dévastatrice dans le secteur des prix des produits agricoles sur le marché international. Non seulement les États-Unis fixent pour leurs prêts un taux si bas qu'ils abaissent excessivement le cours mondial du grain, mais ils offrent en outre un programme de stimulation des exportations qui comprime encore plus les prix. C'est vraiment une politique destructrice.

● (1140)

Notre gouvernement n'a accordé qu'une attention épisodique à cette politique, parce qu'il était pris par les négociations de libre-échange, et qu'il a renoncé à toutes fins pratiques à critiquer le *Farm Bill* américain qui, cela est certain, a eu des effets plus nocifs pour les céréales, les oléagineux et les autres cultures commerciales du Canada que n'importe quel autre texte voté où que ce soit dans le monde.

Le gouvernement aurait dû protester plus énergiquement et intervenir pour faire réduire les effets de cette loi. Le ministre aime bien nous dire que le premier ministre a évoqué le sujet au sommet de Venise en juin dernier. Bien sûr qu'il l'a fait, mais le président américain l'a aussitôt arrêté, et pour ce qui est de l'administration américaine, l'affaire a été enterrée et le prix mondial du grain continue de tomber en chute libre.

Malheureusement le ministre ne s'est pas documenté, il n'a su dire au comité permanent de l'agriculture il y a une semaine environ jusqu'à quel niveau le *Farm Bill* américain va continuer de comprimer le prix des céréales au cours de la campagne qui vient. Il semblerait qu'il va y avoir une réduction et il serait agréable de savoir exactement quelles vont en être les conséquences.

Même si le gouvernement a effectué cette année un versement massif de 1,1 milliard, ce n'est que 100 millions de plus que l'an dernier, et comme la couverture est plus étendue, le rendement va diminuer pour l'agriculteur. Et cela malgré que le prix du grain soit inférieur de 20 p. 100 cette année à ce qu'il était l'an dernier. Essentiellement, les agriculteurs reçoivent à peu près le même montant du programme spécial d'aide aux producteurs de grains du Canada alors que les prix ont diminué de 20 p. 100 et que les coûts continuent de monter. La situation est extrêmement grave et va probablement continuer d'empirer au cours de la campagne qui vient.

Ce qu'il y a de tragique, c'est que cela ne met pas seulement en cause le gouvernement américain qui dépense 25 ou 30 milliards en subventions et se trouve ainsi à faire baisser le cours mondial des grains. Cela s'applique aussi bien à tous les pays céréaliers d'Europe, ainsi qu'à l'Australie, à l'Argentine et à d'autres gros producteurs de grains.

Nous nous étonnons que le gouvernement canadien ait signé un accord commercial que le gouvernement américain a tout de suite abrogé en matière agricole. Cet accord commercial prévoyait que les intérêts du Canada seraient pris en compte. Mais une fois l'accord signé les États-Unis se sont abattus sur les clients du Canada en s'aidant de leur programme de stimulation des exportations, ce qui violait l'accord. Il devait y avoir dans cet accord une clause prévoyant qu'aucun des pays ne prendrait des mesures susceptibles d'empêcher l'approbation de l'accord. Il semble que cela ne s'applique pas au programme américain de stimulation des exportations.

Les Canadiens s'inquiètent énormément de ce programme. J'ai ici une déclaration de l'office ontarien de commercialisation du soja concernant la subvention d'un cent par boisseau que les producteurs devaient recevoir. Le président de l'office, Owen Dobbyn, déclare:

Le programme devait être équitable pour tous les producteurs de céréales et d'oléagineux et ne devait pas influencer les décisions de l'agriculteur... En réalité, le ministre de l'Agriculture, John Wise, avait dit aux agriculteurs, le printemps dernier, de ne pas baser leurs décisions sur les programmes du gouvernement, mais sur le prix que les denrées pourraient atteindre sur les marchés.

Ce paiement d'un cent par boisseau pour le soja revient à dire aux producteurs qu'ils ont pris la mauvaise décision—ils auraient dû semer quelque chose de plus fortement subventionné.

Le printemps prochain, les agriculteurs ne sauront pas quoi semer. Doivent-ils regarder le marché ou cultiver ce qui est le plus subventionné?

*Uniform of Alberta* a mis le vice-premier ministre en demeure lors de son assemblée à Edmonton, au début de janvier. Pendant une période de questions, à l'assemblée annuelle, les délégués ont demandé pourquoi une proposition des membres de l'Ouest de la Fédération canadienne de l'agriculture n'avait pas été utilisée par le gouvernement fédéral lorsqu'il a mis sur pied son programme spécial canadien pour les grains. Un article du *Western Producer* disait:

Au coeur des plaintes se trouve la crainte que le programme de 1,1 milliard ne soit pas totalement sans effet sur le marché.

... Lors d'une entrevue, le président d'Uniform, Ralph Jespersion, s'est montré très critique au sujet du programme.

«Si les députés et les agriculteurs individuels ont la possibilité d'annuler nos recommandations, à quoi sert-il que le gouvernement nous demande une proposition résultant de consultations,» déclarait M. Jespersion. «C'est une situation agaçante.»

Il est certain que ce programme a été très critiqué à cet égard.

● (1150)

On s'inquiète également du fait qu'au même moment où il annonçait le programme spécial canadien pour les grains, le premier ministre annulait quelque 750 millions de dettes en vertu du programme de stabilisation concernant le grain de l'Ouest. Ceux qui n'ont pas adhéré au programme estiment que toute aide ou assistance supplémentaire devrait être accordée universellement. Le programme de stabilisation ne s'applique qu'à ceux qui y ont adhéré.

Je voudrais savoir si le ministre envisage de venir en aide à ceux qui ne sont pas assujettis à la Loi. On pourrait normalement s'attendre à ce que ce programme soit universel, mais ce n'est pas le cas parce que le gouvernement a annulé quelque 750 millions de dollars de dettes dans le cadre du Programme de stabilisation du revenu des céréaliculteurs de l'Ouest.

Ce sont là quelques-unes des préoccupations dont on m'a fait part depuis que le programme a été annoncé. Lorsque le premier ministre a annoncé le programme spécial canadien destiné aux céréaliculteurs pour l'année qui vient, il a énuméré une longue liste d'autres programmes que le gouvernement poursuivra. Il a annoncé le montant dont sera réduite l'aide fournie à la Société du crédit agricole au titre du carburant agricole. De toute évidence, le gouvernement passe sous silence ou tente de dissimuler toute la situation liée à la crise de l'endettement agricole. La Société du crédit agricole est en crise depuis l'an dernier. Au cours de la dernière année financière, elle a accusé un déficit de 124 millions de dollars et ses arriérés ont atteint quelque 345 millions.